



Lettre ouverte aux parlementaires , aux élu.e.s landais.es, aux citoyen.ne.s

Il est des enjeux qui concernent l'avenir des citoyen.ne.s européen.ne.s au plus près et qui, pourtant, sont négociés dans l'opacité la plus complète des institutions européennes. C'est le cas des traités internationaux de libre échange.

Et pourtant, dans les Landes, le collectif Stop TAFTA & CETA 40 s'est employé depuis 2014 à lutter énergiquement contre ces traités. Ceci a conduit à une prise de conscience exemplaire et unique face aux dangers avérés de ces accords transatlantiques.

Pas moins de 116 Communes landaises (plus d'une sur trois !), 9 Communautés de communes et même le Département, ont délibéré contre le TAFTA et le CETA. 78 communes l'ont aussi signalé par un panneau conçu et réalisé dans les Landes.

Et pourtant, en Europe, le CETA aborde la dernière phase de sa ratification. Après l'approbation par les 28 chefs d'États le 30 octobre 2016, puis par le Parlement européen le 15 février 2017, le CETA doit finalement être ratifié par les parlements nationaux. Pour la France, E. MACRON et E. PHILIPPE ont prévu cette **ratification au 2ème semestre 2018.**

Et pourtant, ce traité, comme tous ceux de la même famille que l'Union Européenne négocie actuellement avec le Japon (JEFTA), le Mercosur, Le Vietnam, sans oublier l'Accord Général sur les Services (AGS ou TISA) **visent à niveler par le bas tous les standards européens et nationaux qui régissent nos conditions de vie et qui mériteraient au contraire d'être revalorisées et améliorées.** Il en est ainsi de nos modes de production et de consommation : favoriser une production toujours plus intensive qui amoindrit nos ressources naturelles, menace notre environnement direct, et attaque nos acquis sociaux, en sont les critères nuisibles les plus évidents.

Et pourtant, l'influence des citoyen.ne.s est possible pour dire STOP ! au passage en force par nos institutions nationales et européennes. Nous, citoyen.ne.s, élu.e.s, parlementaires, avons une chance de pouvoir enrayer la procédure en cours :

Le référendum d'initiative partagée.

Il représente la seule solution prévue par la Constitution. **La démocratie doit être active pour exister.** Le Référendum d'initiative partagée exige qu'il soit demandé par 20% des parlementaires soit au moins 185 députés et sénateurs. **Un engagement individuel et collectif est donc nécessaire pour exiger cette demande auprès des parlementaires de notre territoire.**

Les Landais.es se sont déjà massivement mobilisés contre ces traités. Il est donc impératif d'entendre ce refus et lui donner une expression nationale.

Nous allons rencontrer nos 5 parlementaires landais afin de les convaincre d'appuyer une demande de référendum au Sénat et à l'Assemblée nationale. Tous les élus landais qui se sont exprimés depuis 2 ans contre le TAFTA et le CETA auront à cœur de poursuivre leur engagement. Il importe aussi que les citoyen.ne.s le leur rappellent massivement !

Exprimons-nous plus fort, Réinstallons la démocratie , Éclairons l'avenir collectivement !

Citoyen.ne.s, demandons à nos parlementaires de s'impliquer contre la décision de ratification si capitale pour notre avenir et celui de nos enfants !

Exigeons un référendum sur la ratification du CETA !

Collectif Stop Tafta & Ceta 40

stoptafta40@free.fr